

**RGPH-5****Madame Johnson appelle les populations hésitantes à s'inscrire dans la dynamique**

Alors que le 5e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) entre dans sa dernière semaine, une évaluation d'étape de la phase du dénombrement a eu lieu lundi dernier à Lomé. Même si l'on peut parler d'une certaine satisfaction à ce jour, les autorités compétentes appellent les populations qui hésitent encore à le faire, à accepter de se faire recenser.



PAGE 3

TRANSPORT MARITIME**Port autonome de Lomé****Les sites de stockage des marchandises contrôlés**

Une visite d'inspection et de contrôle des sites dédiée au stockage des marchandises dangereuses au Port autonomie de Lomé a été effectuée le 28 octobre. L'objectif de cette visite est de procéder à l'inspection des sites spécialisés réservés à l'entreposage des marchandises dangereuses au Port ...

PAGE 5

ACTUALITE**UEMOA****A Lomé, le PHMECV trace ses perspectives**

Ouverte le lundi 07 novembre, la session ordinaire annuelle du Comité de Pilotage (CoPil) du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) au sein de l'UEMOA prend fin ce mercredi 09 novembre 2022 à Lomé. L'objectif de programme au sein de l'UEMOA est de renforcer ...

PAGE 9

**Relations OEACP-UE-Togo****La première session du dialogue de partenariat a porté sur plusieurs sujets brûlants**

Conformément au nouvel accord de partenariat entre l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; et l'Union européenne (OEACP-UE) paraphé à Bruxelles le 16 avril 2021, le Togo et l'Union européenne ont tenu leur première session du dialogue de partenariat le lundi 7 novembre 2022 au ministère de Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'extérieur.

PAGE 11

DERNIERES HEURES**France-Togo: fin de mission pour Jocelyne Caballero**

Après un peu plus de deux années passées au Togo, l'ambassadeur de France, Jocelyne Caballero, est arrivée en fin de mission.

L'officielle a fait ses adieux au corps diplomatique ce weekend, lors d'un dîner présidé par le ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey

Au cours de son mandat, différentes réalisations ont été effectuées dans plusieurs secteurs de développement.

On citera notamment les projets réalisés via l'Agence française de développement (AFD), l'appui au programme gouvernemental de revenu universel de solidarité « Novissi », ou encore le déploiement de l'initiative « Talents en commun » au Togo, une première du genre sur le continent.

« Vous n'avez ménagé aucun effort pour garder très dynamique la coopération et les bonnes relations entre nos deux pays », a d'ailleurs indiqué à son endroit, le chef de la diplomatie togolaise.

Pour rappel, Jocelyne Caballero a été accréditée en septembre 2020, à la suite de Marc Vizy.

Source : republiquetogolaise.com**SOUS-REGION****4ème réunion du bureau de la CCR-Uemoa****Le secteur privé au cœur de la rencontre de Lomé**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze a ouvert lundi 7 novembre les travaux ...

PAGE 5

Décentralisation**Victoire Tomégah-Dogbé rappelle la nécessité d'une redevabilité accrue**

Le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a présidé il y a quelques jours, la réunion du Conseil national de suivi de la décentralisation (CNSD). Au cours des travaux, la cheffe du gouvernement a réitéré l'impératif de redevabilité qui s'impose aux élus locaux.

« Nous avons lors de la réunion du CNSD, fait un bilan d'étape du processus de décentralisation. Nous saluons les ...



PAGE 3



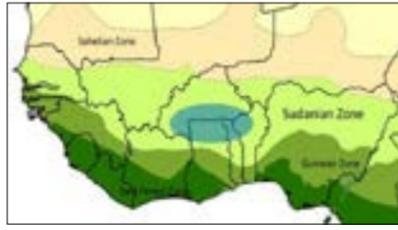
SOMMAIRE

4^{ème} réunion du bureau de la CCR-Uemoa
Le secteur privé au cœur de la rencontre de Lomé



P 5

CoP 27
L'Afrique de l'Ouest demeure solidaire et coordonnée face au défi climatique



P 10

Relations OEACP-UE-Togo
La première session du dialogue de partenariat a porté sur plusieurs sujets brûlants



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Aminou Adietou : Revendeuse de pagnes et des trousseaux de bébé à Kara

La contribution des femmes à l'entretien et au bien-être de la famille est on le sait, essentielle à la survie non seulement des familles, mais aussi des communautés et des nations. On ne saurait ignorer l'apport des femmes. Même la femme âgée, contribue dans des proportions significatives, à l'économie et à l'acquisition des biens dans la famille, par toutes les activités domestiques et économiques qu'elle accomplit. C'est le cas de Aminou Adietou, revendeuse des trousseaux de bébé à Atakpamè. Cette mère de 7 enfants fait « marcher » le ménage avec son commerce qu'elle a financé avec le produit APSEF. Retour sur son histoire



Aminou Adietou

Fille de petits exploitants agricoles, Aminou Adietou a passé son enfance et son adolescence dans la précarité. Grâce à son courage et à sa ténacité, elle est titulaire d'un Certificat

d'Aptitude Professionnelle. Mais la vulnérabilité de ses géniteurs a contraint cette femme résiliente à se marier tôt. Devenue mère, elle a ressenti le besoin d'être économiquement

active pour aider son mari. N'ayant ni accès à la terre comme ses parents, ni au financement, elle doit surmonter de nombreux obstacles pour démarrer une activité et gagner

sa vie. Son idée, c'est de devenir commerçante. Elle réussit à épargner 30 000 FCFA, obtient 10 000 FCFA de la part de sa maman et se lance dans la revente des céréales. « C'était juste un petit commerce pour au moins être capable de donner argent de poche à mes enfants et de faire la cuisine sans forcément attendre mon mari », explique-t-elle.

Bien que cette activité ne soit consacrée qu'à régler de petits besoins dans le ménage, elle a permis à Aminou Adietou de retrouver confiance en elle et de s'affirmer dans sa communauté. Comme de nombreuses femmes Togolaises en couple, elle réussit avec cette activité à assurer l'entretien et l'éducation des enfants. En 2013, elle décide de laisser la revente des céréales et de démarrer la revente de pagnes à petits prix. Et ce fut une réussite. Rapidement, elle décide de chercher du fonds pour agrandir cette activité et surtout compléter avec la revente des trousseaux de bébé. « J'adore les enfants. Voilà pourquoi vendre des trousseaux de bébé faisait partie mes rêves » révèle-

t-elle.

Après trois ans de vaines tentatives de trouver une source de financement, en 2016, elle s'est vue octroyer un prêt 30 000 FCFA avec le produit Accès des Pauvres aux Services Financiers APSEF du FNFI. Ces fonds lui ont permis d'acheter des robes pour bébé. « Je voulais me lancer dans les trousseaux de bébé. Avec le premier prêt du produit APSEF, je me suis contentée de robes pour les fillettes. Avec mes épargnes, et les prêts successifs obtenus, j'ai réalisé mon rêve. Aujourd'hui si on parle des revendeuses des trousseaux de bébé à Atakpamè, on doit penser à moi. C'est une fierté. Je remercie le FNFI »

Son activité est florissante. Aujourd'hui son chiffre d'affaires tourne autour de 300 000 FCFA par mois. "

Améliorer la capacité des femmes à se procurer des revenus est un pas essentiel dans l'amélioration de la condition féminine. L'autonomie et la confiance en soi vont de pair avec la démarginalisation...

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

RGPH-5

Madame Johnson appelle les populations hésitantes à s'inscrire dans la dynamique

Alors que le 5e Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) entre dans sa dernière semaine, une évaluation d'étape de la phase du dénombrement a eu lieu lundi dernier à Lomé. Même si l'on peut parler d'une certaine satisfaction à ce jour, les autorités compétentes appellent les populations qui hésitent encore à le faire, à accepter de se faire recenser.



Sandra Ablamba Johnson

La rencontre de lundi avait été présidée par la ministre secrétaire générale de la présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson. Elle avait à ses côtés les ministres porte-paroles du gouvernement, Christian Trimua des Droits de l'Homme, de la Formation à la citoyenneté

et des Relations avec les institutions de la République, et Akodah Ayéwouadan de la Communication et des Médias, le ministre-conseiller du président de la République, Simféitchéou Pré, de même que les représentants-résidents du Fonds des Nations

unies pour la population (UNFPA), Josiane Yaguibou et de la Banque mondiale, Fily Sissoko.

Toutes les parties prenantes à l'opération de recensement ont participé à la rencontre. Ce sont, le ministère de l'Administration territoriale de la

Décentralisation et du Développement des territoires, les élus locaux, les chefs traditionnels, les leaders religieux et les responsables de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). Au nom du président de la République, la ministre Johnson a félicité tous les acteurs pour la conduite satisfaisante de l'opération de dénombrement, et exprimé sa reconnaissance aux partenaires techniques et financiers pour leur accompagnement. Elle a remercié les populations déjà recensées pour leur adhésion au processus, et encouragé celles qui ne le sont pas encore à s'inscrire dans la dynamique de la réussite du recensement : « Ensemble, planifions un meilleur avenir grâce au RGPH-5 » a déclaré Madame Johnson. Les représentants de l'UNFPA et de la Banque mondiale, partenaires techniques et financiers, ont salué la volonté politique

affichée par le Togo et réitéré l'engagement de poursuivre l'accompagnement du processus.

Au cours des échanges, des contributions ont été apportées pour une implication accrue de toutes les parties prenantes à quelques jours de la fin de la phase de dénombrement. Les maires et chefs traditionnels ont rassuré le gouvernement de leur détermination à jouer le rôle de relais et de facilitateurs en s'impliquant davantage pour inviter les ménages à réserver un bon accueil aux agents recenseurs. Le Recensement général de la population et de l'habitat est une opération qui permet de rendre disponibles des données crédibles sur la répartition et la structure de la population, les caractéristiques de l'habitat et du cadre de vie afin de mieux alimenter la planification, le suivi et l'évaluation des réformes et projets de développement.

Edem Dadzie

Décentralisation

Victoire Tomégah-Dogbé rappelle la nécessité d'une redevabilité accrue

Le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a présidé il y a quelques jours, la réunion du Conseil national de suivi de la décentralisation (CNSD).

Au cours des travaux, la cheffe du gouvernement a réitéré l'impératif de redevabilité qui s'impose aux élus locaux.

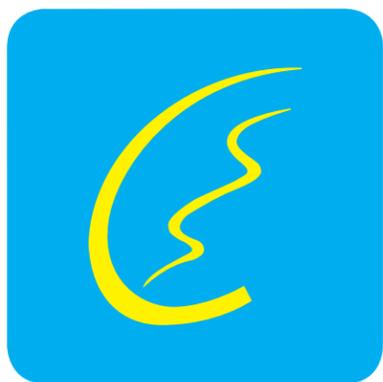
« Nous avons lors de la réunion du CNSD, fait un bilan d'étape du processus de décentralisation. Nous saluons les avancées et encourageons tous les acteurs à rester mobilisés pour relever les défis que sont les impacts sur les populations, l'inclusivité, la préservation de la paix et l'harmonie », a révélé madame Tomégah-Dogbé il y a quelques heures sur les réseaux sociaux.

Elle a également lors de la réunion, rappelé aux élus locaux, la nécessité de rendre compte aux populations. « Conformément à la gouvernance concertée prônée par le président de la République Faure Essozimna Gnassingbé, j'ai saisi cette occasion pour inviter à une franche collaboration entre les communes et le gouvernement, mais aussi, pour rappeler la nécessité d'une redevabilité accrue des élus locaux », a-t-elle ajouté.



La rédaction

Le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé et le préfet de la Kozah



CORIS MONEY
Simple et cool !

LA SOLUTION DE PAIEMENT MOBILE

- * **Transfert : 0 FCFA**
- * **Retrait :**
 - **Min : 100 FCFA**
 - **Max : 1%**

- | | |
|---|--|
|  Dépôt/Retrait d'argent |  Abonnement TV/Internet |
|  Paiement de factures |  Transfert d'argent |
|  Paiement de salaire |  Rechargement de crédit téléphonique |



SIMPLE & COOL

 **Appelez votre Banque au 8283**

Disponible gratuitement sur  Google play  App Store

www.corismoney.com

par 

Economie maritime

La Libye veut s'inspirer du partenariat public privé entre MSC et le Togo

Le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Edem Tengue a échangé le 28 octobre dernier avec une délégation du Port de Benghazi à Lomé. Sur place, cette délégation a constaté les initiatives prises au Togo pour booster l'économie maritime.

La délégation du Port de Benghazi a été séduite par le partenariat public privé qui existe entre MSC (Mediterranean shipping company) et le Togo. Elle veut s'inspirer de cette coopération réussie qui bénéficie non seulement au pays, mais aussi aux investisseurs dans un contexte où en Afrique les partenariats publics privés sont parfois critiqués sur leur véritable capacité à résoudre les problèmes de développement. En effet, Lomé container terminal (LCT) est devenu une référence dans le

groupe MSC qui en est l'actionnaire de référence. Ainsi, MSC aimerait s'inspirer de cette réussite togolaise en matière de partenariat public privé pour initier d'autres projets en Libye.

MSC aide ses clients à expédier du fret à destination et en provenance du Togo depuis 2006. Le groupe dispose de plus de 10 services reliant 200 routes mondiales. MSC Togo transporte plus de cent mille EVP de fret par an.

Les services de transport et de logistique maritimes



Les officiels

et terrestres sont entièrement intégrés à la division fret de MSC. Grâce à l'investissement de TiL dans LCT, MSC a créé le premier véritable

hub de transbordement de conteneurs dans la région Cedeao/Golfe de Guinée. Les volumes de fret continuent de croître conformément à

sa stratégie à long terme. Lomé container terminal aide à mieux connecter les marchés de la région.

Félix Tagba

4ème réunion du bureau de la CCR-Uemoa

Le secteur privé au cœur de la rencontre de Lomé

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze a ouvert lundi 7 novembre les travaux de la réunion du bureau de la Chambre consulaire régionale de l'Union économique et monétaire ouest africaine (CCR-Uemoa). La rencontre qui se tient à Lomé est la quatrième du genre.



Des participants

Le secteur privé assure plus de 70% des emplois dans les pays en développement en général et dans les États membres de l'Uemoa. Les entreprises privées fournissent des prestations, notamment des biens et des services essentiels à l'amélioration des conditions de vie des populations. Elles génèrent ainsi des recettes fiscales.

Le ministre du Commerce a félicité et encouragé les entrepreneurs de l'espace Uemoa dans leur quête de l'excellence et de l'innovation. "En plus de sa participation aux réflexions sur le processus de développement de l'économie de nos États, la CCR-Uemoa devra s'impliquer davantage dans le renforcement des capacités des acteurs

économiques afin de les rendre plus compétitifs face à la mondialisation, surtout avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf)", a déclaré Kodjo Adedze.

La CCR-Uemoa met en œuvre des projets et programmes en faveur des Chambres consulaires nationales. L'objectif est d'assurer une veille permanente et de rendre plus compétitive l'économie communautaire. Cette 4ème réunion du bureau de la CCR-Uemoa est la dernière de l'année. En effet, 4 réunions du bureau se tiennent par an.

Par ailleurs, la rencontre de Lomé permettra de préparer l'assemblée générale du bureau de la CCR-Uemoa prévue pour le mois prochain

à Cotonou au Bénin. Il s'agira pour les participants de trouver des stratégies idoines visant à renforcer la résilience du secteur privé ouest africain. L'idée est de lui permettre de faire face aux chocs exogènes actuels.

« Un secteur privé ne peut être fort ou ne peut se développer que s'il est dans un environnement sain où les règles de concurrence sont claires comme partout ailleurs avec un appui des politiques en matière de préférence communautaire pour permettre aux entreprises de la zone de pouvoir se développer », a déclaré le président de la CCR-Uemoa, Daouda Coulibaly.

La CCR-Uemoa regroupe des organisations du secteur privé de l'espace communautaire. Elle

représente le secteur privé communautaire avec des actions qui concourent à l'amélioration du climat des affaires dans la sous-région.

« Nous avons des entreprises assez faibles dans la sous-région et donc il faudrait leur donner un peu plus de dynamisme pour qu'elles puissent se positionner face aux autres entreprises concurrentes étrangères », a souligné Nathalie Bitho, présidente de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT).

Félix T.

Port autonome de Lomé

Les sites de stockage des marchandises contrôlés

Une visite d'inspection et de contrôle des sites dédiée au stockage des marchandises dangereuses au Port autonome de Lomé a été effectuée le 28 octobre. L'objectif de cette visite est de procéder à l'inspection des sites spécialisés réservés à l'entreposage des marchandises dangereuses au Port autonome de Lomé (PAL).



Les agents sur le terrain

Il s'agit aussi de vérifier la conformité de ces sites par rapport à la réglementation relative aux conditions d'entreposage des marchandises dangereuses dans les sites spécialisés dits « dépôts de sécurité », et de veiller au respect des mesures de sécurisation lors de l'entreposage des marchandises dangereuses. L'initiative de la visite est de la commission permanente d'inspection des sites de stockage des marchandises dangereuses.

La délégation ayant visité les sites est composée des membres de la commission conduite par leur président M. Gnama Kpatcha, conseiller technique du ministre de l'Economie maritime de la pêche et de la Protection côtière et des agents de la direction technique et de la direction d'exploitation du PAL.

Trois sites ont fait l'objet de visite, notamment le Site A dénommée Terre-plein 1 d'une superficie de 8780 m², le site B dénommé Terre-plein TCL d'une superficie de 19201 m², et le Site C dénommée Terre-plein poste d'une superficie de 4150 m².

Au vu des différents constats sur les sites, il a été recommandé de réaliser dans un délai rapproché, une étude approfondie répondant aux prérequis en matière de sécurité et aux prescriptions du code IMDG.

Pour rappel, le Togo a adopté des textes pour mieux réglementer le stockage des marchandises dangereuses.

La rédaction

Intégration sous-régionale

Le Togo au cœur des activités de la Cedeao

Les Parlementaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) se sont retrouvés à Lomé, du 27 septembre au 8 octobre 2022, pour la deuxième session extraordinaire de l'année 2022 de la représentation communautaire. Durant près de deux semaines, plusieurs activités ont été menées et un certain nombre de points inscrits à l'agenda des discussions.



Yawa Djigbodi Tsègan

En prélude à la deuxième session extraordinaire de l'année 2022 du Parlement de la Cedeao, une commission ad-hoc, avait étudié mercredi 21 septembre 2022 au siège de la BIDC à Lomé, l'avant-projet de budget exercice 2023 du Parlement de la Cedeao. La commission ad-hoc a été présidée par Mémounatou Ibrahima, 3^e vice-présidente du Parlement de la Cedeao et 2^e vice-présidente de l'Assemblée nationale togolaise.

A l'entame des travaux, Mémounatou Ibrahima, a rendu un hommage aux autorités togolaises avec à leur tête le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, ainsi qu'au peuple togolais pour l'accueil chaleureux réservé aux parlementaires de la communauté des États de l'Afrique de l'ouest depuis leur arrivée dans la capitale togolaise. Elle a rappelé aux membres de la commission Ad-hoc et aux participants à la rencontre, la conformité de la démarche avec les dispositions réglementaires régissant l'institution parlementaire communautaire.

Les parlementaires de la Cedeao s'approprient les nouveaux mécanismes

Il s'agit de nouveaux

mécanismes de renforcement des prérogatives du Parlement de la Cedeao. Les travaux ont été présidés par le président du Parlement, Dr. Sidie Mohamed Tunis, en présence de Ibrahima



Ibrahima Mémounatou

Mémounatou, 3^e vice-présidente du parlement de la Cedeao. Ce séminaire a permis à l'institution parlementaire communautaire d'être en phase avec la vision 2050 de la Cedeao. Et à terme, passer de la Cedeao des États à une Cedeao des peuples.

« Dans ce contexte de crises multiformes notre pays et notre communauté continuent de

déployer tous leurs efforts pour avancer et faire face aux défis de l'heure. La représentation communautaire s'engage à travers ledit séminaire à contribuer à l'amélioration de la gouvernance de nos institutions communautaires. Je reste persuadé que ce moment sera un carrefour d'échanges authentiques et vrais fondés sur le désir et la passion réelle de comprendre, de contribuer et d'améliorer le fonctionnement de nos institutions », a affirmé Patrick Bolouvi, député, membre de la délégation togolaise au Parlement de la Cedeao.

Divers aspects du système organisationnel de l'institution ont été abordés. Il s'agit notamment de l'opérationnalisation des nouvelles réformes institutionnelles de la commission à savoir son implication sur le mandat du Parlement, la coopération institutionnelle, les propositions de lois-types et de lois uniformes communautaires comme premières étapes de la législation, les commissions d'enquête parlementaire,

la médiation et le rôle du Parlement de la Cedeao dans la démocratisation du processus d'intégration régionale.

Au cœur de la 2ème session extraordinaire de 2022, adoption du budget de 2023

Au nom du président Faure

Gnassingbé, la présidente de l'Assemblée nationale togolaise, Yawa Djigbodi Tsègan, a ouvert la deuxième session extraordinaire de l'année 2022 du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) le 3 octobre 2022 dans la capitale togolaise. Tenus du 3 au 8 octobre dernier, les travaux de cette session ont essentiellement été consacrés à l'examen et l'adoption des prévisions budgétaires annuelles 2023 du Parlement. Ils ont également permis d'adopter le rapport de la Commission administration, finances, contrôle du budget et audits sur l'avant-projet de budget 2023 du Parlement et des rapports des commissions permanentes, mixtes et ad hoc.

« L'enthousiasme manifesté par le gouvernement et le peuple togolais ne devrait pas être une surprise pour ceux qui connaissent l'histoire de la création de la Cedeao dans son intégralité. Le Togo est connu pour son engagement en faveur de l'intégration ouest-africaine depuis des décennies. C'est aussi au Togo que s'est tenue la toute première réunion délocalisée de la commission du Parlement de la Cedeao. L'objectif principal de l'organisation de réunions de commissions hors du siège du Parlement était de rendre publiques les activités du Parlement et de créer un moyen permettant aux députés d'interagir directement avec la population », a témoigné le président du Parlement de la CEDEAO, Sidie Mohamed Tunis.

La présidente de l'Assemblée nationale du Togo, Yawa Djigbodi Tsègan, a salué le dynamisme qu'affiche aujourd'hui l'institution parlementaire sous-régionale. Pour elle, l'espace communautaire est en marche rigoureusement vers l'accomplissement de son destin. Elle doit, à travers cette session délocalisée atteindre la mission à elle assignée, celle de doter la communauté des ressources financières.

« Il nous appartient aussi de poursuivre avec ardeur et persévérance le rêve d'intégration des pères fondateurs, en vue de consolider la paix et la cohésion sociale

propice à la modernisation de notre espace dans tous les domaines. Dans cette optique, les actions de notre institution parlementaire communautaire devront contribuer à la réalisation de la vision 2050 de la Cedeao, celle de faire émerger

Politique et entrepreneuriat en Afrique de l'Ouest : ECOFEPA aux côtés des femmes et jeunes filles

L'Association des femmes parlementaires de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOFEPA) a tenu jeudi 6 octobre



Sidie Mohamed Tunis

une Communauté de peuples pleinement intégrée dans une région paisible, prospère avec des institutions fortes et respectueuses des libertés fondamentales, œuvrant pour un développement inclusif et durable. Je considère que cette vision, déclinée et articulée autour de cinq piliers fondamentaux à savoir la paix, la sécurité et la stabilité, la gouvernance et l'État de droit, l'intégration économique et l'interconnectivité, la transformation et le développement inclusif et durable ainsi que l'inclusion sociale, est en parfaite cohérence avec les aspirations des peuples de notre communauté. En cela, nous devons travailler d'arrache-pied à la mutualisation de nos énergies, œuvrer davantage et de manière plus efficace aux préoccupations d'intérêt commun sont la clé de l'avenir et du destin d'une Cedeao contemporaine », a dit Yawa Djigbodi Tsègan.

Cette cérémonie solennelle d'ouverture a connu aussi la présence d'importantes personnalités notamment des présidents des institutions de la République du Togo, des membres du gouvernement et du corps diplomatique et consulaire. Elle a été ponctuée par diverses interventions.

2022, à Lomé, la deuxième édition du symposium sur le leadership des femmes et des jeunes filles. L'ouverture des travaux a été



Les parlementaires de la Cedeao en séance

co-présidée par la ministre togolaise de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, Adjovi-Lolonyo Apédoh-Anakoma et le président du Parlement de la Cedeao, Sidie Mohamed Tunis.

La rencontre a réuni plusieurs femmes et jeunes filles venues de divers horizons. Elle est axée sur le potentiel des femmes et des jeunes filles en politique et en entrepreneuriat. Une opportunité pour ces dernières d'être imprégnées

des thématiques tels que les conseils en leadership et entrepreneuriat pour les startups, la prise de parole en public, la conciliation de la vie familiale et une carrière politique durable avec pour visée majeure une plus grande autonomisation, un renforcement de la confiance en soi ainsi qu'une participation pleine et active dans les instances décisionnelles.

D'éminentes personnalités à savoir la sénatrice Biodun Christine Olujimi, première vice-présidente de l'ECOFEPA, Régis Batchassi, président du Conseil national de la jeunesse et Adjovi-Lolonyo Apédoh-Anakoma, ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, ont exhorté la gent féminine à s'investir davantage dans les questions de développement.

Des expériences et parcours politiques de certains membres du Parlement ont été partagés avec les femmes et jeunes filles. Pour la ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation, les femmes sont présentes de plus en plus dans les instances de décisions.

« Cette tendance émergente de la participation des femmes dans les hautes sphères de décision en Afrique s'est

quatre piliers qui sous-tendent l'organisation de ce symposium sont en parfaite harmonie pour bâtir un socle solide de compétences en chaque femme et jeune fille. Il s'agit du leadership, de l'entrepreneuriat, de la compétence politique et du militantisme social. Cet idéal cadre parfaitement avec l'agenda national de développement du Togo », a indiqué la ministre Adjovi-Lolonyo Apédoh-Anakoma.

En effet, le Togo s'est engagé depuis plus d'une décennie dans des réformes multiformes et systémiques, dont l'objectif est de progresser vers l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines. Sur le plan légal, le pays a modifié le code des personnes et de la famille pour accorder plus de droits aux femmes en matière de droit de la famille et de droit de propriété, notamment. Il s'est doté d'un nouveau code pénal pour mieux prendre en compte les violences à l'égard des femmes et des filles, surtout celles à caractère sexuel. Il a également été intégré dans le code électoral, la parité sur les listes électorales aux élections législatives et locales.

Le président du Parlement de la Cedeao, Sidie Mohamed Tunis, a expliqué que le Parlement entend accompagner efficacement

également traduite par une augmentation du nombre de femmes au parlement. En cela, vous en êtes la parfaite illustration, chers membres de l'ECOFEPA. Toutefois, il faut reconnaître qu'au-delà de ces avancées encourageantes, le rôle des femmes doit être nettement renforcé aussi bien à l'Assemblée nationale, au gouvernement que dans les autres instances de décision, y compris au sein des formations politiques. D'où la pertinence des présentes assises. En effet, les

l'ECOFEPA dans sa dynamique de promotion, de développement social, économique et culturel des femmes en général, en dénote véritablement le présent symposium ». L'Association des femmes parlementaires (ECOFEPA) a été créée en 2002 et regroupe les femmes parlementaires membres du Parlement de la Cedeao. Sur les 115 députés du Parlement communautaire, 21 d'entre eux sont des femmes, soit 18,26% de l'effectif.

Attipoe Edem Kodjo

Enigme: Quel est le nombre à la fin ?

2	4	8	3
5	3	1	7
7	8	0	?

Photo du jour



Pourquoi ces caméras de surveillance dans chaque foyer?

Réflexion

Un professeur entre en classe et dit: "prenez les feuilles interrogation. Question 1: citez vos plats préférés?"

Les garçons ont écrit: igname, riz, spaghetti...

Les filles à leur tour ont écrit: chawarma, pizza, hamburger...

Question 2: expliquez comment préparer ses plats que vous avez cités ??

Barème : 1ere question 5 points, 2e question : 15 points. Faut voir les filles barrer leurs réponses pour écrire : gari, pop corn, akpan, ablo, akounmè, pate d'hier, haricot, riz, Pinon...

La bière donne l'éclat du sourire et elle fait croire aux hommes qu'ils ont des amis. Les commérages rassemblent beaucoup de bouches et font croire aux femmes qu'elles ont des amies.

Faites beaucoup Attention aux choses futiles qui vous rassemblent sans intérêt. Car, "la bouche qui parle beaucoup n'est pas forcément la bouche qui connaît.

Sagesse

Si ton propre chien commence à t'aboyer, c'est que quelqu'un le nourrit dehors.

Avant l'amour était aveugle mais maintenant l'amour a des yeux, il regarde dans les poches

Débat

Ton ex par erreur te fais un dépôt de 50.000f et t'appelle pour les lui transférer.

Quelle sera ta réaction?

PHARMACIES DE GARDE (LOME)
du 07 au 14 /11/ 2022

ACTUELLE	SÉGBÉ	22511172
ADIDOGOME	ADIDOGOMÉ	22505485
APOLLON	AVÉDJI	22310107
SAINT PHILIPPE	SANGUÉRA	90673324
AVEPOZO	AVEPOZO	22270486
BIEN ÊTRE	HÉDZANAWOÉ	70542907
BON PASTEUR	38, AV. LIBÉRATION	22211367
BON SECOURS	CASSABLANCA	22207630
CLEMENCE	AGOÈ	70193535
LA CHARITE	AGOÈ-NYIVÉ	22251260
LIBERATION	AV. LIBÉRATION	22222525
LA PAIX	RÉSIDENCE DU BENIN	22264091
DE L'EDEN	FACE CITÉ BAGUIDA	22275355
DES OLIVIERS	BD. HOUPHET BOIGNY	22270434
DIEUDONNE	LEO 2000	23380744
DIVINA GRACIA	AGOÈ-FIOVI	22457969
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22256512
BOULEVARD	DOULASSAMÉ	22216549
MILLENAIRE	FACE RÉSERVE AGOÈ	22516431
PORT	FACE SAKAWA	22276188
ESPACE VIE	AGOÈ LOGOPÉ	22328720
FIDELIA	BÈ-KPOTA	22719595
FOREVER	TOKOIN FOREVER	22261177
KODJOVIKOPE	AV. DUISBOURG	22218990
LA MAIN DE DIEU	AGOÈ ASSIYÉYÉ	22527755
LA NOUVELLE TULIPE	LÉGBASSITO	99470070
BON SAMARITAIN	HÔPITAL DE BÈ	22214530
LUMEN	CASSABLANCA	23386836
NELLY'S	SANGUÉRA	92011100
NOTRE DAME	BD DE LA PAIX	22212780
OSSAN	AVEDJI	23384425
RAOUDHA	HEDZANAWOÉ	22613939
ROBERTSON	NYÉKONAKPOÈ	22222841
SAINT JOSEPH	BÈ KLIKAMÉ	22257465
SAINT MICHEL	AGOÈ-NYIVÉ	22517022
SAINT PHILIPPE	SANGUÉRA	90673324
SANTA MADONNA	KÉGUÉ	90661066
SARAH	ADAKPAMÉ	22270925
SEGBE	SÉGBÉ ZANVI	92594935
SILOE	APÉDOKOÈ	22338287
TCHÉP'SON	TOGBLÉKOPÉ	70429441
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22516330
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70462664

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC.
Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédzranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

UEMOA

A Lomé, le programme d'harmonisation et de modernisation des enquêtes sur les conditions de vie des ménages trace ses perspectives

Ouverte le lundi 07 novembre, la session ordinaire annuelle du Comité de Pilotage (CoPil) du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) au sein de l'UEMOA prend fin ce mercredi 09 novembre 2022 à Lomé.

L'objectif de programme au sein de l'UEMOA est de renforcer les capacités des Instituts Nationaux de la Statistique (INS), de produire des indicateurs de pauvreté et d'autres indicateurs socioéconomiques comparables.

Ainsi cette session ordinaire du CoPil qui s'achève ce jour dans la capitale togolaise a permis de passer en revue le rapport d'activités statistiques de l'année 2021 du Programme ainsi que le Plan de Travail Annuel et le Budget (PTAB) de l'année 2023. En outre, des dispositions pratiques ont été prises pour la clôture de ce programme d'envergure ainsi que les perspectives de mise en place d'un nouveau programme régional de conduite des enquêtes de même nature feront l'objet des échanges.

M. Tchilabalo Telou, chef division des opérations de terrain, représentant le directeur général de l'INSEED,

a relevé que le "PHMECV a permis le renforcement des capacités techniques et en équipement ms de nos institutions nationales de la statistique. Ses acquis ont donné lieu à l'ouverture d'autres opportunités de financement de la statistique de la part de la Banque mondiale au profit de notre espace".

Il a par ailleurs salué la vision des autorités de la commission de l'UEMOA de lancer le PHMECV en 2016 et aussi la clairvoyance du comité de pilotage qui a permis de relever les défis rencontrés dans la négociation et la mise en œuvre du programme.

C'est à travers une cérémonie présidée par Mahamadou GADO, Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure avec la participation de M. Félicien ACCROMBESSY, Chef du projet à la Banque mondiale que les travaux

de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité intérieure, que les travaux de la 7eme session ordinaire du Comité de Pilotage du PHMECV ont démarré le lundi dernier.

Il a félicité la présence des participants venus de différents pays, ce qui démontre leur intérêt et leur engagement à relever

des résultats importants ont été enregistrés et donnent une grande satisfaction à la commission.

Aussi, au terme de ces trois jours de travaux, des orientations seront formulées pour un bon achèvement des acquis au niveau national et régional en soumettant des propositions pertinentes et réalistes à la commission et à la banque mondiale. Ce qui va aussi permettre aux

sein de l'UEMOA est dévolu au Comité Régional de la Statistique (CRS) qui est créé par Décision n°04/2013/CM/UEMOA du Conseil des Ministres de l'UEMOA en date du 22 mars 2013, a pour rôle d'assurer la coordination des activités statistiques au niveau régional.

Ce programme une initiative de la Commission de l'UEMOA financée par la Banque mondiale. Il vise à améliorer la disponibilité, la



les défis d'harmonisation statistique et de meilleure connaissance du mieux-être des populations. Il a remarqué que depuis le lancement du programme,

autorités des pays de l'Union de prendre des dispositions pour l'harmonisation des programmes de développement. Ce CoPil du PHMECV, au

qualité et la comparabilité des indicateurs de suivi des conditions de vie des ménages dans les Etats membres.

TM



CORIS MONEY
Simple et cool !

Transferts

OF

Retraits

Minimum
1000F

Maximum
1%

Appellez votre banque au **8283**

SIMPLE & COOL

offre soumise à conditions

www.corismoney.com

Disponible gratuitement sur

par 

CoP 27

L'Afrique de l'Ouest demeure solidaire et coordonnée face au défi climatique

L'Afrique de l'Ouest tout comme le reste du continent africain subit de plein fouet les effets des changements climatiques. On évoque beaucoup la question des pertes et préjudices, l'adaptation et la finance climat. Ce sont d'ailleurs les priorités que défendent ces pays. À la CoP 27 qui se tient à Sharm-El-Sheikh en Egypte du 6 au 18 novembre 2022, les pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) comptent défendre ces idéaux collectivement.

Le caractère transfrontalier des changements climatiques implique que certaines réponses se situent au-delà de l'échelle nationale. La Cedeao agit de longue date sur le climat (énergie, agriculture, élevage, eau, infrastructures, santé, services climatologiques, gestion des risques de catastrophe). Au cours des dernières années, l'institution régionale a accru son leadership régional pour mieux coordonner l'action climat, aux côtés et en soutien des Etats membres pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et renforcer la résilience aux changements climatiques.

La valeur ajoutée de l'échelon supranational s'illustre à travers un certain nombre d'initiatives. Pour structurer son action, la Cedeao s'est dotée en 2022 de sa première Stratégie régionale climat contenant une vision à l'horizon 2050 et un premier plan d'actions 2022-2030. Cela contribuera à la vision 2025 de l'organisation sous régionale, et est en cohérence avec la stratégie climat de l'Union africaine.

Avec ce document, la Cedeao fixe des objectifs régionaux d'adaptation et d'atténuation déclinés par secteurs, l'objectif étant que l'ensemble des politiques et projets régionaux soient compatibles avec l'Accord de Paris. La Cedeao soutient également la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans ses Etats membres. Par le renforcement des capacités nationales, des appuis techniques à plusieurs pays, un guide de la Cedeao pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, des partages de bonnes pratiques via la revue « Histoires de CDN en Afrique de l'Ouest », la Cedeao accompagne les efforts nationaux pour répondre aux changements

climatiques. Concernant la mobilisation de la finance climatique, une demande a été formellement faite en 2022 afin que la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC) puisse accéder directement au Fonds vert pour le climat. L'on peut aussi évoquer la création d'une table ronde régionale des partenaires techniques et financiers animée par la Commission de la Cedeao, l'élaboration d'une cartographie des flux financiers climat vers la zone Cedeao-CILSS (Comité inter-Etat de lutte contre la sécheresse au

étant essentielle pour intervenir sur l'adaptation aux changements climatiques, les outils et bases de données hydroclimatologiques ont été harmonisés dans les 17 pays de la zone Cedeao-CILSS par le Centre régional Agrhymet. Des références scientifiques de mesure du carbone des écosystèmes agroforestiers représentatifs d'Afrique de l'Ouest ont également été constituées. C'est une première dans la région.

L'importance du GRANIC dans les négociations sur le climat

sein des différents groupes thématiques prioritaires de négociations. Le travail de coordination se poursuit pendant toute la CoP 27, avec notamment des temps de travail hébergés sur le pavillon Afrique de l'Ouest.

La région Afrique de l'Ouest s'est entendue sur les attentes de la région à la CoP 27. Et c'est sur l'avancement de ces sujets prioritaires que l'Afrique de l'Ouest jugera du succès ou non de cette CoP. Ces attentes portent sur : la hausse de l'ambition de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'article 6 de l'Accord de Paris, l'adaptation, les pertes et préjudices, la finance climat.

Le GCCA+ Afrique de l'Ouest, un exemple de projet de coopération

prises en œuvre dans un objectif de produire une coordination renforcée à l'échelle de la région ouest-africaine, garante d'une réponse climatique à la hauteur de l'urgence. D'une durée de 60 mois, le projet GCCA+ AO se termine à la fin 2022.

Quatre institutions régionales tiennent un pavillon commun à la CoP 27

La Cedeao et la Banque ouest africaine de développement (BOAD), en partenariat avec l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et le CILSS tiennent le pavillon « Afrique de l'Ouest » pendant toute la CoP27, témoignant de la forte mobilisation des institutions régionales sur le climat aux côtés des Etats. Plus qu'un symbole,



Sahel), la formation de plus de 500 cadres dans toute la région... De nombreuses actions sont menées pour mobiliser plus fortement la finance climat dans la région.

En outre, des pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques sont diffusées dans toute la région. Les bonnes pratiques d'agriculture intelligente face au climat incluant l'agroécologie émanant de projets de terrain ont été expérimentées, documentées, assurant leur diffusion dans toute la région. La gestion des données hydro-climatiques

Le Groupe régional d'appui aux négociations internationales sur le climat (GRANIC) de la Cedeao favorise l'émergence de positions communes ouest africaines à porter au sein des groupes des négociateurs constitués, notamment lors des CoP. Ce groupe se réunit deux fois par an en présence des négociateurs des Etats membres.

En amont de la CoP 27, le groupe a retenu plusieurs positions communes des négociateurs des Etats membres de la région et s'est organisé pour représenter au mieux les intérêts de la région au

Le projet GCCA+ AO est mis en œuvre par Expertise France sous le leadership de la Commission de la Cedeao et en collaboration avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Financé par l'Union européenne et la France à hauteur de 12 millions d'euros et 100 000 euros respectivement, ce projet vise à contribuer à l'effort régional de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il s'inscrit dans une dynamique de coopération régionale.

Les activités menées tout au long de ces 5 dernières années ont été conçues et

ce pavillon témoigne de la volonté des institutions régionales de renforcer leur coopération autour du défi commun que constituent les changements climatiques. Ce pavillon abritera des rencontres et Side events organisés par les Etats d'Afrique de l'Ouest ou les institutions régionales, et sera un lieu de travail pour coordonner les positions des négociateurs de la région. Le pavillon contribuera à renforcer la voix de l'Afrique de l'Ouest sur la scène internationale climat et à valoriser l'action climat des institutions régionales ainsi que celle de leurs Etats membres.

Edem Dadzie

Relations OEACP-UE-Togo

La première session du dialogue de partenariat a porté sur plusieurs sujets brûlants

Conformément au nouvel accord de partenariat entre l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; et l'Union européenne (OEACP-UE) paraphé à Bruxelles le 16 avril 2021, le Togo et l'Union européenne ont tenu leur première session du dialogue de partenariat le lundi 7 novembre 2022 au ministère de Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'extérieur.



Le professeur Robert Dussey (à droite)

Les travaux ont été coprésidés par le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur ; et Joaquín Tasso Vilallonga, ambassadeur de l'Union européenne au Togo. Au cours de cette session, les discussions ont porté sur des sujets d'ordre national et international d'intérêt commun, notamment la lutte contre le terrorisme et la situation dans la région des Savanes, l'impact de la guerre en Ukraine et les mesures d'atténuation, le processus de décentralisation et les élections à venir, la gouvernance économique et la lutte contre la corruption, ainsi que le suivi de l'Examen périodique universel (EPU) du Togo.

S'agissant de la lutte

contre le terrorisme et la situation dans la région des Savanes, les deux parties ont exprimé leur vive préoccupation face aux attaques terroristes qui ont causé des victimes et occasionné des dégâts dans le nord du Togo témoignant de l'évidence de la capacité de nuisance de ces entités criminelles transfrontalières. Elles se sont engagées à renforcer et à amplifier leur coopération pour doter les Forces de défense et de sécurité (FDS) togolaises, des capacités de riposte leur permettant de mener une lutte efficace contre ce fléau.

La partie européenne a renouvelé sa solidarité avec les victimes et son engagement à accompagner le Togo dans sa détermination à intensifier les efforts

multidimensionnels pour éradiquer le terrorisme, lutter contre l'extrémisme violent, et améliorer les conditions de vie des populations vulnérables à travers leur accès aux services de base. Sur l'impact de la guerre en Ukraine et les mesures d'atténuation, les deux parties ont réitéré leur attachement à la Charte des Nations unies et aux principes qu'elle renferme. Elles ont plaidé pour la recherche de solutions pacifiques et durables sur la base du droit international. Les deux parties ont également constaté les effets dévastateurs de ce conflit en Ukraine et ses conséquences au niveau mondial, notamment en termes de fourniture énergétique et de sécurité alimentaire.

La partie togolaise a salué

les efforts de l'Union européenne pour réduire ces effets tant au niveau multilatéral que bilatéral, notamment la nouvelle allocation additionnelle de 10 millions d'euros au Togo pour renforcer la résilience de ses systèmes alimentaires.

Sur la question relative au processus de décentralisation et des élections à venir, la partie européenne a salué les réformes visant à une décentralisation effective et efficace du Togo ouvrant ainsi la voie aux élections régionales prévues pour 2023, et a encouragé le gouvernement togolais

les nombreuses mesures prises par le gouvernement togolais pour réduire l'impact de la vie chère sur les populations les plus vulnérables, ainsi que le lancement de l'exercice PEFA d'évaluation des finances publiques, et la récente adoption par le Togo de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Elle a encouragé le gouvernement togolais à redoubler les efforts pour lutter contre l'impunité. À cet effet, elle a réitéré sa disposition à considérer un appui spécifique au parquet. En ce qui concerne



Joaquín Tasso Vilallonga

à poursuivre ses efforts, notamment en termes de financement des communes et d'inclusion des acteurs politiques. Pour sa part, le Togo a saisi cette occasion pour exprimer sa gratitude aux partenaires européens pour leur accompagnement technique multiforme tout au long de ce processus. S'agissant de la gouvernance économique et la lutte contre la corruption, la partie européenne a salué

l'Examen périodique universel, les deux parties se sont félicitées des progrès enregistrés dans la mise en œuvre des recommandations faites lors de l'examen précédent en 2021. La partie européenne a saisi l'opportunité pour encourager le gouvernement à poursuivre ses efforts de consolidation de l'Etat de droit et de promotion des droits de l'Homme.

Edem Dadzie

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

togocom.tg   
Avancer. Pour vous. Pour tous.



1 Composez *909#



2 Sélectionnez 1- Ça C'est Moi



3 Sélectionnez Internet



4 Choisissez le forfait fait pour vous

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.



1
Composez
***909#**



2
Selectionnez
1- Ça C'est Moi



3
Selectionnez
Internet



4
Choisissez le forfait fait pour vous

*909*1# pour découvrir les forfaits internet spécialement conçus pour toi. Promo valable du 30 septembre au 28 décembre 2022. Plus d'infos au 888

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom